

Représentations et système de gouvernement en Algérie. Qu'en pensent les jeunes à Alger et à Tizi Ouzou (Kabylie)?

Representations and government system in Algeria. What do young people think in Algiers and Tizi Ouzou (Kabylie)?

Mohand TILMATINE

Universidad de Cádiz

mohand.tilmatine@uca.es

<https://orcid.org/0000-0003-4880-4043>

Recibido 11/4/2019. Revisado y aceptado para publicación 11/6/2019

Para citar este artículo: Mohand TILMATINE (2019), "Représentations et système de gouvernement en Algérie. Qu'en pensent les jeunes à Alger et à Tizi Ouzou (Kabylie)?" en *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, 26, pp. 69- 84.

Para acceder a este artículo: <https://doi.org/10.15366/reim2019.26.005>

Résumé

En Algérie, deux facteurs contribuent à creuser encore plus le clivage qui oppose frontalement les jeunes à la gérontocratie au pouvoir : d'une part le poids démographique de cette jeunesse, et d'autre part, le décalage générationnel avec tout ce que cela implique sur les pratiques quotidiennes, les attitudes, les expériences vécues, les références, les objectifs ou projets des jeunes. Cette contribution s'intéressera à la vision qu'ont les jeunes d'aujourd'hui de leur système de gouvernance ainsi qu'aux alternatives qu'ils pourraient imaginer pour le pays. Elle se basera sur les résultats d'une enquête avec questionnaires et d'entretiens réalisés dans les villes d'Alger et de Tizi Ouzou auprès de jeunes.

Mots clés : Jeunes, Algérie, Kabylie, Représentations, Gouvernances

Abstract:

In Algeria, two factors contribute even more to the cleavage between young people and gerontocracies in the power: on the one hand the demographic weight of this youth, and on the other hand the generational shift with all that implies on the daily practices, attitudes, experiences, references, objectives or projects of young people. This contribution will focus on the vision that today's youth have of their governance system and the alternatives they could imagine for the country. It will be based on the results of a survey and interviews carried out in the cities of Algiers and Tizi Ouzou among young people.

Key words: Young people, Algeria, Kabylia, Representations, Governances.

Resumen:

En Argelia, dos factores contribuyen a ampliar aún más la división que opone frontalmente los jóvenes a la gerontocracia en el poder: por un lado, el peso demográfico de esta juventud, y por otro lado, la brecha generacional con todo lo que eso implica en términos de prácticas cotidianas, actitudes, experiencias, referencias, metas o proyectos entre jóvenes. Esta contribución se centrará en el análisis de la visión actual de los jóvenes sobre su sistema de gobierno y las alternativas que podrían imaginar para el país. Se basará en los resultados de un estudio con cuestionarios y entrevistas en profundidad realizado en las ciudades de Argel y Tiz Ouzou con jóvenes.

Palabras clave: jóvenes, Algeria, Kabylia, representaciones, gobernaciones

*Les nations ne vieillissent point de la même manière que les hommes.
Chaque génération qui naît dans leur sein est comme un peuple nouveau
(A. De Tocqueville, De la démocratie en Amérique, 1805-1859)*

Introduction

En Afrique du Nord, peut-être davantage en Algérie, deux facteurs contribuent à creuser encore plus le clivage qui oppose frontalement les jeunes aux gérontocraties au pouvoir¹ : d'une part le poids démographique de cette jeunesse, et d'autre part, le décalage générationnel qui sépare la grande masse des jeunes algériens de la «génération de novembre²» au pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1962.

Les jeunes algériens, nés pour leur écrasante majorité après la guerre (1954-1962), représentent aujourd'hui des générations différentes que ce soient dans leurs pratiques quotidiennes, leurs attitudes, leurs expériences, leurs objectifs ou leurs projets de vie. Ils n'ont plus les mêmes références, ni le même rapport avec les fameuses *tawābit* ou « constantes nationales » qui servent de charpente à l'idéologie du régime basée fondamentalement sur l'idée d'un État-Nation hypercentralisé et qui fait de l'unité de la Nation et du Front de Libération Nationale comme instrument de gouvernement, des « constantes nationales » parmi les plus sacralisées et les plus inamovibles. Ce discours sur la « légitimité révolutionnaire » de la « génération de novembre » ne fait plus recette aux yeux d'une très grande partie de la population qui rejette depuis de nombreuses années et sous différentes formes le système gouvernance qui régit le pays depuis 1962.

Cette impression largement partagée dans l'opinion publique et dans la presse algérienne n'est toutefois pas basée ou étayée par des données statistiques ou sociologiques sérieuses. En effet, il n'existe que peu de travaux ou d'enquêtes sur les jeunes en Algérie et sur leurs opinions politiques. Le phénomène de la désaffection politique par rapport aux partis traditionnels ou de la politique en général, semble toucher aussi bien des pays, comme l'Algérie, moins avancées en matière de structures démocratiques, que des pays plus développés dans ce domaine comme un certain nombre de pays de l'Union européenne³.

Un des rares sondages d'opinion sur la jeunesse et la politique a été réalisé par l'association Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ) après les élections législatives du 4 mai dernier, entre le 25 mai et le 15 juin 2017 sur un échantillon de 1462 personnes représentant 41 wilayas. Cette

¹ Telles que souvent définies par les médias, CF. Par exemple : Rachid Kihel : « La gérontocratie au pouvoir », Le Matin d'Algérie. <https://www.lematindz.net/news/15951-la-gerontocratie-au-pouvoir-en-algerie.html>

² En référence au 1 novembre 1954, jour du déclenchement de la lutte armée contre les forces coloniales françaises en Algérie.

³ « Les jeunes et la politique : génération citoyenne, génération protestation » https://www.lemonde.fr/politique/article/2017/02/23/les-jeunes-et-la-politique-generation-protestation_5084410_823448.html

enquête semble confirmer le peu d'intérêt des jeunes pour la politique. Un constat sans surprise dans un contexte d'absence de cadres d'expression politique et de verrouillage absolu des champs politiques, culturels et économiques. La corruption érigée en système, la fraude généralisée, le pillage éhonté des ressources naturelles du pays et un climat de dégénérescence des valeurs finissent par transformer le pays en un terreau fertile qui amène les jeunes à se détourner de l'action politique ou plus exactement des partis et de ses représentants. Le recours à l'émeute comme forme de protestation politique devient dès lors un mécanisme, un mode d'expression et de revendication des droits et supplante aujourd'hui les canaux traditionnels de mobilisation comme les syndicats ou les partis politiques⁴.

Cette contribution s'intéressera à la vision qu'ont les jeunes d'aujourd'hui du système de gouvernance⁵ en Algérie et aux alternatives qui existeraient par rapport à leur expérience actuelle. Elle essayera de démontrer que loin de se désintéresser au fait politique comme tel, la jeunesse s'est davantage détournée des systèmes de représentation politiques traditionnels.

Dans une première partie, le texte s'interrogera sur ce que pensent les jeunes de leur forme de gouvernement actuel et sur leurs préférences s'ils veulent un changement du système. À cet égard, se posera la question de savoir comment se reflète la création, en 2001, du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie (MAK) parmi les jeunes, notamment Kabyles, interviewés. Des variables comme la région (Kabylie et Alger) mais aussi le genre seront pris en considération avec un focus sur la présence féminine dans le mouvement autonomiste et indépendantiste kabyle.

La deuxième partie permettra d'aborder la question du rapport à la politique des jeunes et d'explorer les conditions et le contexte d'un rejet du système actuel à travers diverses formes et cadres d'expression comme les réseaux sociaux mais aussi les stades de football comme alternatives de l'action politique.

La dernière partie de ce travail reviendra sur l'aspect régional et l'impact de la négation identitaire et des minorités religieuses comme facteur d'exacerbation du rejet du système actuel de gouvernance pouvant mener dans le cas de la Kabylie à la naissance d'un mouvement souverainiste.

Aspects méthodologiques

Du point de vue méthodologique, on optera davantage pour une double approche qualitative et quantitative qui nous sera notamment utile pour interroger l'impact des souverainistes kabyles et voir si la perception des médias qui y voient un mouvement à forte capacité mobilisatrice se confirme ou non. À cet effet, un questionnaire avait été préparé dans le cadre d'un projet de recherche plus ample⁶ sur les problèmes publics et l'activisme des jeunes en Afrique du Nord, basé

⁴ Attitudes et mécanismes qui sont loin d'être, par ailleurs, restreints aux pays sans structures démocratiques. Voir à cet effet, par exemple Alain Bertho (2009), *Le temps des émeutes*, Paris, Bayard, 2009. Pour l'Afrique du Nord et le rôle du Web dans les émeutes, voir également Ratiba Hadj-Moussa (2013) et Didier Le Saout & Marguerite Rollinde (1999).

⁵ Dans un contexte de rejet complet des conditions sociales, des valeurs religieuses ou du gouvernement et de ses mesures, voir par exemple : <https://www.youtube.com/watch?v=h66IQdGUBuw>.

⁶ Projet I+D basé à l'Institut d'Études Sociales Avancées (IESA-CSIC), intitulé "Problèmes publics et activisme au Maghreb. La participation sociale et politique des jeunes dans ses dimensions locales et transnationales", financé par le Ministère espagnol de l'Économie et de la Compétitivité (CSO2014-52998-C3-2-P).

à l'Institut d'Études Sociales Avancées de Cordoue (Espagne) et avait été distribué par la suite dans des salles de classe des universités à Alger et Tizi Ouzou après une introduction explicative des objectifs de ce questionnaire au cours du mois de janvier 2017⁷. Les résultats ont été traités automatiquement par les membres de l'équipe de recherche du projet avec l'appui de l'Unité technique d'études appliquées (UTEA) de l'Institut d'Études sociales avancées (IESA) durant l'été 2017 et on fait l'objet d'une publication interne en décembre de la même année⁸.

Douze entretiens semi-directifs avec d'autres profils sociologiques que ceux visés par le questionnaire (jeunes) ont été menés en vue de compléter les profils des enquêtés mais également d'introduire d'autres variables, non incluses dans le questionnaire, comme la variante intergénérationnelle, la catégorie sociale, l'éducation, l'engagement politique ainsi que sa diversité.

Cette méthode d'approche est bien entendu surtout de type synchronique représentant pratiquement un cliché, dans un espace, dans un contexte et à un moment donné, sans que cela nous permette d'extrapoler ses résultats sur l'ensemble des jeunes, voire même de toute la Kabylie. Le travail s'articule dans un cadre bien défini : il s'agit d'une étude auprès de jeunes étudiants dans leur très grande majorité et issus de différentes filières d'études (études amazighes, sociologie, français, anglais, agriculture, agronomie ou étudiants de l'École normale d'enseignants), mais aussi de la société civile puisque des questionnaires ont été également distribués à de simples participants aux activités d'un centre culturel de la ville de Bouzguène, dans la *wilaya* (département) de Tizi Ouzou.

L'objectif de l'enquête n'est donc pas de faire une étude exhaustive et représentative des représentations des jeunes Algériens sur leur système politique, néanmoins, le questionnaire complété par des entretiens en profondeur, nous semblent des outils suffisamment fiables et solides pour essayer de comprendre ou du moins nous rapprocher des représentations politiques des jeunes en Kabylie et à Alger.

Malgré les limites quantitatives et régionales de l'enquête, les opinions recueillies sur ces questions nous semblent suffisantes pour au moins dégager des tendances qui devront être confirmées par des études postérieures remplissant les conditions de représentativité. Un total de 282 étudiants a pu ainsi être approché dont l'âge variait entre 18 et 29 ans, dont 65 hommes (environ 23%) et 217 femmes (environ 77%) en vue d'obtenir certaines données sur leurs représentations, valeurs et attitudes.

Tableau 1 (p. 1)

Zone		D'où es-tu originaire					
Tableau Q0 E-1701		TOTAL	Kabylie	Algérie	Chaouia	Reste de l'Algérie	NR
Zone	Kabylie	63,1%	83,7%	17,8%		50,0%	36,8%
	Algerie	36,9%	16,3%	82,2%	100,0%	50,0%	63,2%
	TOTAL	282	184	45	11	4	38
		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

⁷ Cet article s'inscrit dans le cadre du projet de recherche : "Crise et représentation politique en en Afrique du nord. Dispositifs institutionnels et contestation" (CSO2017-84949-C3-2-P) financé par le Ministère espagnol de l'Économie, l'industrie et la compétitivité (MINECO), l'Agence nationale de la recherche (AEI) et le Fond européen de développement régional (FEDER) (2018-2021) (MINECO/AEI/FEDER, UE).

⁸ « Enquête auprès des jeunes à Alge et en Kabylie 2017 – E-1701 », Données de recherche fondamentale, Institut des hautes études sociales, projet "Problèmes publics et activisme au Maghreb. Participation sociale et politique des jeunes dans leurs dimensions locale et transnationale", (CSO2014-52998-c3-2-p) (2015-2017) (www.iesa.csic.es)

De ce chiffre total de 282 enquêtés, 178 proviennent des instituts kabyles (environ 63,1%), le reste, c'est à dire 104 (environ 36,9%) enquêtés proviennent de l'École Normale Supérieure (ENS) de Bouzarea à Alger. La forte présence Kabyle parmi tous les enquêtés est confirmée par l'usage quotidien du Tamazight comme langue de communication par 78% des jeunes, devant la pratique de la Darija algérienne (48,9%)⁹.

Tableau 2 (p. 218)

Quelles sont les langues que tu utilises quotidiennement ?		Sexe			Groupe Âge	
Tableau Q4-1 Q4 2 g4-3 q4-4 Q4-x Multi-réponses E-1701		TOTAL	Homme	Femme	18-24	25-29
		LANGUES	Darija	48,9%	38,5%	52,1%
	Arabe classique	13,5%	10,8%	14,3%	11,9%	20,0%
	Tamazigh	78,0%	89,2%	74,7%	72,7%	100,0%
	Français	63,1%	64,6%	62,7%	60,4%	74,5%
	Autre	22,0%	32,3%	18,9%	18,9%	34,5%
	TOTALES	282	65	217	227	55

Base: % de cas qui répondent chaque élément

Les personnes interrogées présentent le profil suivant : ce sont des jeunes de 18 à 24 ans dans leur immense majorité (80,3%), accompagnés d'une minorité de 25-29 ans (19,7%). Ils sont étudiants dans presque leur totalité, répartis entre les universités d'Alger et de Tizi Ouzou. Quelques jeunes ont été interrogés dans une petite ville de l'intérieur de la Kabylie, Bouzguene. En dehors de cette petite ville, tous les questionnaires avaient été distribués dans l'enceinte universitaire, plus exactement dans les départements de Langue et Culture Amazighes, de Français, de Sociologie et d'Agriculture de l'université de Tizi Ouzou et de l'École Normale Supérieure de Bouzarea d'Alger.

Les enquêtés étant presque tous des étudiants, en théorie on a affaire à une population plus revendicative surtout dans le cas de l'Université de Tizi Ouzou qui est depuis le « Printemps berbère » de 1980, le fief des revendications linguistiques, identitaires et plus largement démocratiques en Algérie. Il est clair que les résultats de ce travail ne sauraient donc être généralisés ni à tous les jeunes, ni encore moins à toute la population algérienne.

Avant de passer à l'analyse proprement dit des résultats, il faut préciser que le nombre des questionnaires obtenus à Alger (36,9%) est nettement inférieur à celui qui a été atteint en Kabylie (63,1%). Ceci est dû à l'opposition de collègues de l'université d'Alger, pour qui il était « hors de question » de répartir des formulaires dans la faculté de droit qui posaient des questions portant sur la forme de gouvernance ou sur la condition et les droits des femmes. Une option de réponse telle que l'« Indépendance de la Kabylie » à la question « Si tu pouvais choisir le gouvernement », a heurté la sensibilité de certains enseignants, tout autant que le souhait de connaître l'attitude des jeunes étudiants vis-à-vis de certaines pratiques concernant les femmes ou la religion. Inhabituelles, dans un contexte hautement conformiste, voire bigot, certaines questions ont été considérées comme étant offensives comme par exemple le fait de demander leur avis à de jeunes étudiants du supérieur à propos des femmes qui voyagent seules à l'étranger, du divorce

⁹ Cette apparente incongruence des chiffres s'explique par le fait que les enquêtés berbérophones maîtrisent presque toujours la Darija.

unilatéral des femmes, du port du Hijab ou de l'accès mixte à la piscine. Ces questions, expliquent en partie le refus de certains collègues d'Alger de nous permettre de distribuer nos questionnaires parmi leurs étudiants. Or, ces questions ne font qu'aborder des thèmes qui sont en prises périodiquement avec l'actualité médiatique, voire avec la vie quotidienne de nombreux hommes et femmes du pays.

Ces précisions étant faites, on retiendra que les anciennes générations d'enseignants ne sont pas aussi ouvertes que les étudiants, puisque ces derniers ont accepté de répondre à ces questions sans sourciller pour l'immense majorité d'entre eux, les taux de réponses oscillants entre 85% (la polygamie) et 97% (le voyage des femmes seules à l'étranger). Quoiqu'il en soit, cette opposition à l'enquête sociologique a introduit un biais dans l'échantillon qui se reflète dans un plus grand nombre de réponses provenant de la Kabylie. Ce faisant, ces réponses viennent confirmer les conclusions des approches spécifiques de la question de la gouvernance dans cette région connue pour ses revendications identitaires doublées ces dernières années d'aspirations souverainistes (Tilmatine, 2017).

Les préférences des jeunes pour la forme de gouvernement : un désaveu du système actuel

Les préférences des jeunes pour la forme de gouvernement qu'ils souhaitent sont fondamentalement regroupées dans la question n° 17 du questionnaire dont les options ont reçu les réponses suivantes :

A ton avis, si tu pouvais choisir le système de gouvernement, tu choisirais plutôt :

Tableau 3 (p. 192)

	TOTAL	Kabylie	Algerie
Système de gouvernement Le système actuel	8,2%	9,0%	7,7%
Un système fédéral où les régions ont des pouvoirs	17,7%	18,1%	17,3%
Un système confédéral où les régions sont autonomes	12,4%	11,0%	15,4%
Un système où la Kabylie est un État indépendant	23,4%	31,6%	8,7%
Un système califal	3,9%	1,3%	6,7%
Un système supranational réunissant Tamazgha	15,6%	16,1%	13,5%
Une Union du Maghreb Arabe	12,1%	5,8%	23,1%
NR	6,7%	7,1%	7,7%
TOTAL	282	155	104
	100,0%	100,0%	100,0%

Une première approximation à la lecture de ce tableau, montre d'abord que les quatre options « décentralisées » ou en relation avec l'identité amazighe attirent, ensemble, une ample majorité des réponses (69,1 % des réponses exprimées). En revanche, le projet d'Union d'un Maghreb Arabe, constitué para les gouvernements nord-africains (1989), n'a pas de prise réelle au sein de l'opinion des jeunes étudiants puisqu'une très faible minorité (12,1%), s'exprime en faveur de cette option officielle des gouvernements nord-africains mais actuellement moribonde, vu les relations conflictuelles entre l'Algérie et le Maroc, et l'instabilité en Libye.

Surtout, le taux est encore plus mauvais pour l'option de maintien du système actuel puisque seulement 23 sur 282 des enquêtés (8,2%) sont pour le maintien du système de gouvernance actuelle.

Pour conclure, notons que 3,9% des enquêtés, se sont déclarés en faveur d'un système califal, une option dont l'appui est peu significatif (11 sur 282 personnes).

L'enquête par régions

Si maintenant nous séparons ces données par région, nous obtiendrons des résultats qui montrent des évaluations clairement différenciées selon que l'on parle d'Alger ou de la Kabylie. L'option portant la « Kabylie comme État indépendant » reçoit un appui favorable par une majorité écrasante en Kabylie (86,4%), alors qu'elle n'est que de 13,6% à Alger, et même là, reflétant probablement des voix de Kabyles d'Alger. Rappelons que les pourcentages se rapportent au nombre des réponses dans chaque région, prise séparément :

Tableau 4 (p. 217)

Question Q= E-1701	Alger	Kabylie	Total (sur 282)
Un système fédéral où les régions ont des pouvoirs	36,0%	64,0%	50
Un système confédéral où les régions sont autonomes	45,7%	54,3%	35
La Kabylie est un État indépendant	13,6%	86,4%	66
Un système réunissant <i>Tamazgha</i>	31,8%	68,2%	44
Un système califal	63,6%	36,4%	11
Union du Maghreb Arabe	73,5%	26,5%	34
Le système actuel	34,8%	65,2%	23
NR	63,2%	36,8%	19

Si nous nous reportons à la différence entre genres, relevons d'abord un nombre bien plus élevé de femmes parmi les étudiants interrogés (77,0% de femmes contre 23,0% d'hommes, ce qui renvoie également à une réalité : plus de femmes que d'hommes dans les universités algériennes¹⁰). En ce qui concerne les résultats, ils se déclinent comme suit :

Tableau 5 (p. 217)

Question Q= E-1701	Femmes	Hommes
Un système fédéral	63,0%	30,4%
Un système confédéral	84,8%	15,2%
La Kabylie est un État indépendant	75,9%	24,1%
Un système réunissant <i>Tamazgha</i>	61,5%	35,9%
Un système califal	77,8%	22,2%
Union du Maghreb Arabe	84,8%	12,1%

¹⁰ Et dans l'enseignement en général ou selon l'Office National des Statistiques algérien (ONS), le nombre de femmes dépassait en 2010 légèrement celui des hommes dans l'enseignement secondaire (<http://www.ons.dz/-Annee-2007-a-2010-.html>, consulté le 15/05/2019). Elles sont aussi, selon les statistiques de l'UNESCO les plus diplômées que les garçons, même dans les filières scientifiques (https://en.unesco.org/gem-report/sites/gem-report/files/References_GenderReview2018.pdf, p. 16). Enfin, il n'est pas étonnant qu'elles soient également mieux payées et plus qualifiées que les hommes : http://www.huffpostmaghreb.com/2015/02/11/algerie-femmes-mieux-payee_n_6661580.html (consultés le 15/05/2019).

Les premiers résultats que nous venons de présenter, nous permettent d'ores et déjà de dire que cette enquête confirme ce que beaucoup de gens imaginaient : une forte différence de perception des réalités politiques à Alger et à Tizi Ouzou et ce notamment en ce qui concerne le système politique au pouvoir et les aspirations futures. Le fait le plus saillant est sans doute la différence de perception et d'appui du mouvement souverainiste, selon que l'on soit à Alger (15,5%) ou en Kabylie (84,5%). Chose d'ailleurs peu étonnante et que l'on retrouve dans des configurations similaires ailleurs (Catalogne ; Pays Basque ; Kurdistan, etc..).

Cette dichotomie vaut également pour les jeunes femmes kabyles qui avec (75,9%) sont dans leur écrasante majorité en faveur des thèses indépendantistes. Il n'existe pas, bien entendu, de statistiques fiables sur les membres du MAK et encore moins sur la proportion féminine de sa militance. Cependant, la présence des Femmes Makistes se note bien clairement sur les réseaux sociaux. A titre d'exemple, la page Les « Femmes Makistes : *Tilawin Timanyin* » sur Facebook regroupe 799 membres. Un autre groupe, plus féministe dans son orientation, *Amendil Awray - Ruban jaune*, coordonnée par ailleurs par, Mairead Tagg, une activiste indépendantiste écossaise, regroupe également quelques 700 membres¹¹.

Mais c'est surtout pendant les manifestations du MAK que ce soit à l'occasion de la remémoration du 20 avril ou de *Yennayer* (Nouvel an amazigh) que la présence des femmes Makistes se fait remarquer d'autant que l'environnement et le cadre d'un pays musulman fortement salafisé ces dernières années ne s'y prête pas.

Cette présence nous a été également confirmée dans des entretiens avec des membres du MAK mais également par des membres d'autres partis politiques ou tout simplement des personnes enquêtées mais non structurées organiquement dans un parti politique.

Cette importante présence féminine dans le MAK que confirment également ses propres opposants articule une réalité nouvelle : le nouveau processus identitaire kabyle que représente le mouvement souverainiste kabyle est lu comme un moment de reformulation des genres et du type de relation entre hommes et femmes et trouve en bonne partie son origine dans le discours idéologique et dans les textes fondateurs de ce mouvement qui rejette notamment le statut personnel algérien et défendant l'application d'une loi unique, sans différence de genre. Le MAK, à l'instar d'autres mouvements kabyles mise fortement sur la laïcité en aspirant à l'abolition de la suprématie de l'Islam comme religion d'État en Algérie.

Les jeunes sont également très fortement représentés dans le mouvement. Cette donnée marque un net changement par rapport à la génération de 1980 qui s'était toujours inscrite majoritairement dans une perspective nationale algérienne. Le phénomène est multidimensionnel et permet de voir comment la structure et l'agencéité ou l'agentivité - comme traduisent certains au Canada le concept agency- expriment la capacité de l'être, ici d'une collectivité ou d'un groupe pour agir sur le monde, son environnement, les transformer et les influencer (Bandura, 2001). En termes de standards globaux, outre la revendication de certains droits comme la justice sociale, l'équité, le MAK introduit le concept d'autodétermination comme droit inaliénable du peuple kabyle à décider de son avenir.

Elle démontre également l'attachement des enquêtés à la prise en compte du facteur amazigh et surtout leur souhait d'une réforme du système de gouvernance en optant très largement vers des formules de type fédéral ou confédéral. Il est clair également que le MAK ne fournit pas à la clé les

¹¹ Cette internationalisation symbolique est certainement due au lobbying diplomatique du mouvement souverainiste kabyle qui a été accepté ces dernières années dans des organisations comme l'UNPO (<https://unpo.org/members/20196>), l'organisation des nations et peuples non représentés ou encore au sein de l'Alliance libre européenne (ALE), selon le quotidien en ligne Le Matin du 31/03/ 2017 (<https://www.lematindz.net/news/23902-le-mak-anavad-admis-a-lalliance-libre-europeenne.html>)

solutions pour arriver à cette indépendance qu'il promet, ni comment faire accepter cette idée au reste du pays, surtout tenant compte du type de régime autoritaire et hyper centralisé qui règne en Algérie depuis l'indépendance du pays.

Cette enquête, à notre connaissance, la première du genre, pourrait servir pour croiser les données avec d'autres critères et paramètres comme par exemple la religion ou les usages linguistiques pour essayer de brosser un portrait virtuel plus détaillé des jeunes qui appuient les revendications autonomistes et ou amazighes.

Des jeunes apolitiques mais pas dépolitisés ?

Cette question sur la forme des gouvernances vient de fait un peu à contre-courant de la tendance générale qui laissait croire que les jeunes en Algérie seraient clairement apolitiques. C'est d'ailleurs ce que confirme notre propre enquête sur le terrain. En effet, à la question de savoir si les Jeunes étaient membre d'une association ou d'un mouvement social ou politique, 224 personnes (environ 79,5%) répondent que non. Seulement 57 (environ 20,21%) déclarent avoir un type d'activité militante similaire.

Tableau 6 (p. 348)

Zone		Membre d'une association ou d'un mouvement social ou politique			
Tableau Q0 E-1701		TOTAL	Oui	Non	NR
Zone	Kabylie	63,1%	84,2%	57,6%	100,0%
	Algerie	36,9%	15,8%	42,4%	
	TOTAL	282	57	224	1
		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Le journal *El Watan* du 21.08.17, dans un article, intitulé « Les jeunes tournent le dos aux partis politiques » abonde dans le même sens et affirme que la dépolitisation de la société s'accroît et que surtout « Les jeunes, plus importante frange de la population, restent en marge de la vie politique du pays »¹².

Ce n'est donc point une surprise de voir que selon cette enquête, l'engagement des jeunes dans les partis et les associations reste insignifiant : « Seulement 1% des jeunes disent être adhérents d'un parti politique et 3% affirment avoir participé à une activité d'un parti », lit-on dans cette étude rendue publique lors d'une conférence de presse, tenue hier à Alger¹³.

Or, notre enquête auprès des étudiants de Tizi Ouzou et d'Alger révèle, contrairement à ce que l'on pense, que ces jeunes sont loin d'être « apolitiques ». Leur apparente passivité s'expliquerait plutôt par le fait qu'ils ne s'identifient pas avec les structures de représentations actuelles, qu'elles soient partisans ou institutionnelles très souvent perçues comme vieilles, inopérantes et éloignées de leurs préoccupations. Du point de vue identitaire, les partis traditionnels reprennent le même discours et restent prisonniers d'un formatage idéologique national qui leur interdit de

¹² Le journal se base sur une enquête réalisée par l'association Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ) cité en introduction de ce texte.

¹³ Idem

proposer des solutions à même de bousculer les vieilles rengaines. Le MAK, en offrant l'indépendance comme unique panacée, a su, semble-t-il, insuffler de l'espoir parmi beaucoup de jeunes qui ne voient plus d'avenir dans le pays si ce n'est dans l'émigration légale ou illégale.

La question Q 10 du questionnaire, « Quels sont à ton avis les trois principaux problèmes de l'Algérie par ordre d'importance ? », permet de justifier l'opinion négative envers le régime actuel puisque la mauvaise gestion, la gouvernance, la bureaucratie (16%), la corruption ou le népotisme (25,5%) viennent en tête des préoccupations des enquêtés juste après les questions du chômage (50,4%) et avec 35,1%, la situation économique (Page 220 dans le rapport).

De la même manière, les réponses à la question Q14 « As-tu déjà voté lors des élections » justifie largement la perte de légitimité du régime puisqu'une proportion énorme des enquêtés (84,0%) répondent par la négative (p. 226).

Loin d'être perçu comme un instrument de pratique démocratique (4,3%) ou un moyen pour faire entendre sa voix (8,2%), les réponses à la question 15 de l'enquête (p. 227) laissent davantage croire que le vote est plutôt perçu comme une mystification (28%).

Un printemps algérien ?

Ce rejet du système de gouvernance en général, passif jusqu'à présent, a connu un changement spectaculaire à l'approche des élections présidentielles de 2019. La candidature pour un cinquième mandat de l'actuel président Bouteflika, en poste depuis 1999, a fini par faire exploser les Algériens dans une colère sourde qui couvait depuis de longues années, notamment au sein de la jeunesse. Les événements qui secouent actuellement le pays ont été déclenchés par une première manifestation massive à Kherrata, en Kabylie, le 16 février 2019 et qui a été relayée par la suite par des appels anonymes sur les réseaux sociaux pour une autre manifestation à Alger, le 22 février 2019 dernier.

Le fait que cet appel ne soit pas marqué politiquement a réussi à faire converger de grandes masses d'Algériens dans l'ensemble du pays mais surtout à Alger où l'interdiction des manifestations règne depuis le fameux « Printemps noir » de 2001, après la marche kabyle sur Alger¹⁴.

Les manifestations énormes qui touchent tout le pays ainsi que la diaspora en Europe et en Amérique du Nord ont surpris plus d'un observateur et pris de court les décideurs et toute la classe politique algérienne. La variable « peuple algérien » fait irruption avec force dans les analyses politiques, qui, jusque-là, situaient les centres de pouvoir et de décision stratégiques au sein du sérail et aux rapports de force entre les différents clans au pouvoir en Algérie.

L'image d'un pays complètement engagé dans l'empêchement d'une réélection de Bouteflika et d'une reconduction du système politique commence à faire le tour des médias étrangers qui parlent d'un réveil du peuple algérien. La naissance d'un mouvement social et politique algérien – le *Hirak* (« mouvement » en arabe)- se fait connaître dans le monde comme « La révolution du sourire » pour son pacifisme, son civisme et l'humour décapant des manifestants et surtout pour leur ténacité et leur détermination à faire dégager tous le personnel politique impliqué sous le régime de Bouteflika. Le cri *yetneħħaw gaε* (« qu'ils degagent tous » en arabe dialectal algérien) devient dès lors le slogan par excellence des manifestations et des revendications¹⁵.

Pourtant, ce mouvement était latent. Comme le rappelle à juste titre la sociologue algérienne Ratiba Hadj-Moussa, la colère gronde depuis des décennies dans différentes régions du pays

¹⁴ Voir sur ce sujet et son contexte historique par exemple Tilmatine (2017).

¹⁵ Voir à cet effet l'ouvrage collectif intitulé *La révolution du sourire* (collectif), Tizi Ouzou, Éditions Frantz Fanon, 2019.

comme la Kabylie, la région du Mزاب ou le sud algérien¹⁶.

Le rôle des réseaux sociaux et d'internet : des mobilisations alternatives pour les jeunes

Les dernières élections de 2014 et l'opposition contre le 4^{ème} mandat avaient déjà monopolisé toute une série de mouvements sur les réseaux, qui ont définitivement remplacé les canaux traditionnels de l'information, notamment la télévision algérienne dénommée ironiquement «L'Unique ». Des groupes importants de youtubers et de blogueurs plus ou moins connus, comme DZ Joker,¹⁷ ou Anas Tina¹⁸ et bien d'autres, occupent désormais la toile et les espaces avec des discours au vitriol contre le pouvoir en place. Les textes en arabe dialectal algérien ou en kabyle constituent de véritables cris de révolte et de colère. Les youtubers résumant toute la mal-vie et les maux algériens dans une langue forte et virulente. Des cris qui sortent des tripes dénoncent les injustices, les inégalités sociales, la *hogra*¹⁹, le chômage, la corruption et le pillage des ressources du pays.

Tous ces thèmes sont abordés sur un ton, parfois émouvant, parfois rebelle par des jeunes qui, avec des moyens très modestes ont démontré une étonnante maîtrise technique et une grande créativité. Ainsi, le clip *Mansotich* résume d'une manière simple, humoristique, ironique, dans une langue puissante et accessible – l'algérien - tous les motifs à cause desquels les Algériens se désintéressent de la politique et des échéances électorales²⁰.

L'absence de toute possibilité d'expression ou de cadres politiques sérieux pour la canalisation des revendications de la population ont fait que les réseaux sociaux occupent encore une fois la fonction principale de vecteur de la dissidence contre le gouvernement et en particulier contre le

¹⁶ Voir la Tribune de Ratiba Hadj-Moussa dans le quotidien français, Le Monde du 05/03/ 2019 : « En Algérie : l'épineuse question des générations ».

¹⁷ Avec son grand succès *mansotich* (<https://www.youtube.com/watch?v=tcqvHqbQV94>). Jeu de mots en fait entre, d'une part le verbe arabe *šewwet* « donner sa voix, voter » et son dérivé *šawt* «voix» [en arabe dialectal *šu :t*] et d'autre part, le français « sauter », en référence probablement aux immigrants clandestins aux *Harragas* qui 'sautent' dans l'inconnu dans ces embarcations de fortune pour traverser la méditerranée.

¹⁸ Par exemple : *ani zaefan* « je suis en colère» <https://www.youtube.com/watch?v=UvE73kS7LG8>).

¹⁹ Voir, concernant le concept de *hogra*, Adjerid, Abderrahmane (1992) qui l'utilise dans cet ouvrage en référence aux événements de 1992 lors de l'annulation du deuxième tour des élections qui auraient pu signifier l'accès au pouvoir des Islamistes du FIS pendant la même année. Pour son usage en Europe on peut consulter V. Geisser (2011), « Trop diplômés pour être honnêtes : la *hogra* des immigrés en "col blanc" ». Ce concept, qui a été vulgarisé en Algérie dès l'indépendance du pays avec la célèbre formule de Ben Bella *ħagrouna [ħagrūna]*, en référence à la « Guerre des sables » avec le Maroc, prendra plus de force lors des différentes révoltes qui secoueront le pays, en particulier lors des événements dits du « Printemps noir de Kabylie ». Des photos de manifestantes et de manifestants portant des pancartes avec ce concept – en version arabe ou kabyle : *tameħqranit* – ont circulé sur la toile et l'ont largement divulgué. Ce terme, d'usage courant dans les parlers d'Afrique du Nord, s'est entretenu complètement établi dans les sciences sociales et dépasse même le cadre nord-africain pour s'appliquer dans d'autres pays africains comme le Burkina-Faso. Voir à cet effet L. Chouli, « Les mouvements sociaux de 1998 et 2011 au Burkina Faso comme indices et réponses à la crise de la représentation politique », *Le Retour de la question politique : crise de la représentation et luttes démocratiques en Afrique*, 4e Colloque international de Dakar, 22-24 mai 2013. Pour son usage au Maroc, voir par exemple S. Bennis (2014).

Selon cet auteur ce concept serait apparu dans cette acception au Maroc pour protester contre la situation d'interdiction de la presse régionale en 2004. Cependant, et contrairement à ce qui est avancé dans ce même texte, l'usage en Algérie est donc bien antérieur aux événements de Kabylie 2001, même s'il est vrai que la gravité des événements dits du « Printemps noir » de Kabylie avec ses plus de 120 morts et milliers de blessés a, depuis, largement contribué à renforcer son usage dans ce sens.

²⁰DZjoker MANSOTICH <https://www.youtube.com/watch?v=tcqvHqbQV94>.

cinquième mandat du président Bouteflika. Les appels s'étendent entre les jeunes qui ont trouvé dans Internet une aubaine pour pouvoir exprimer leur désespoir, et exprimer leur dégoût des pouvoirs en place depuis l'indépendance du pays²¹. La nouveauté en la matière réside toutefois dans un activisme qui passe à la vitesse supérieure. Les appels sur les réseaux sociaux vont justement au-delà de la condamnation verbale pour appeler à descendre dans la rue. Nous sommes donc, semble-t-il dans une situation dans laquelle, les émeutes au Maghreb, sont en train de gagner en qualité (Hadj-Moussa, 2013).

La gabegie ambiante, un sentiment d'exclusion, le climat délétère et de résignation amène un grand nombre de jeunes à n'envisager désormais leur futur qu'en dehors du pays. La recherche d'un visa ou d'un départ par tous les moyens a accentué les départs clandestins des *Harragas* – littéralement ces « brûleurs de frontières » - à tenter leur chance sur des embarcations de fortune à partir des côtes algériennes. La *harga* « émigration clandestine » remplace pour beaucoup de jeunes les projets d'avenir qui leur semblent impossibles dans leur pays.

Selon certaines sources, le nombre de personnes qui ont quitté le pays depuis l'arrivée au pouvoir de Bouteflika serait d'environ 840.000 et dépasserait de très loin celui qui aurait affecté le pays durant la décennie noire des années 1990 (110.000)²² avoisinerait le million ! Le phénomène d'immigration clandestine affecte également les *Harragas*, dont le chiffre aurait doublé en 2017²³.

Les jeunes, la frange la plus importante de la population²⁴ vivent dans un pays commandé par des octogénaires et demeurent en marge de la vie politique du pays.

Les stades de Foot comme défouloirs et arènes d'expression de la mal-vie

La mal vie, la *harga* (l'émigration clandestine) sont donc naturellement des thèmes qui reviennent fréquemment, dans les discussions, les films²⁵, les chansons et notamment dans les foules qui se rassemblent lors de matchs de football.

Les clubs de la capitale Alger sont connus pour leurs chants très durs et très critiques envers le pouvoir algérien et le président Bouteflika²⁶. Un des groupes les plus célèbres à Alger et *Ouled el*

²¹ Voir l'article « Les chants des stades ou les cris déchirants de la jeunesse » dans El Watan du 14/03/2019. Pour une vision plus globale sur la mobilisation des jeunes dans les pays du sud de la Méditerranée, voir par exemple le projet Sahwa, en particulier l'axe de recherche « Émancipation des jeunes : mobilisation et participation politique et sociale : <http://www.sahwa.eu/fre/AXES-DE-RECHERCHE/Emancipation-des-jeunes-mobilisation-et-participation-politique-et-sociale>.

²² Ces chiffres sont extraits d'un Think tank nord-américain <http://www.pewglobal.org/2018/02/28/global-migrant-stocks/?country=DZ&date=1990> et repris par le journal Huffpost : https://www.huffpostmaghreb.com/2014/09/20/algerie-immigration-annee_n_5854048.html.

²³ <https://www.liberte-algerie.com/actualite/le-nombre-des-harragas-algeriens-a-double-en-2017-280449>

²⁴ Certaines sources se basant sur les données de la CIA Factbook (<https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/index.html>) classent l'Algérie comme le deuxième pays le plus jeune d'Afrique du Nord, juste après la Mauritanie, mais devant le Maroc et la Tunisie : <https://www.pri.org/stories/2014-09-08/these-maps-show-where-world-s-youngest-and-oldest-people-live>

²⁵ *Harragas*, le film de Merzak Allouache réalisé en 2010, raconte l'odyssée de jeunes algériens qui passent par des trafiquants pour se rendre sur une embarcation de fortune en Espagne.

²⁶ Les mêmes tendances revendicatrices avec toutefois un très net caractère identitaire se retrouvent depuis de très longues années entre les supporters des clubs kabyles dont notamment leur équipe phare, la Jeunesse Sportive de Kabyle. Les textes des chansons s'emboîtent complètement dans les revendications identitaires et linguistiques mais aussi dans les références aux icônes et aux personnalités à forte charge symbolique comme Mouloud Mammeri ou surtout Matoub Lounès. (https://www.youtube.com/watch?v=NyFwgLd1F0w&feature=share&fbclid=IwAR3EOwcuAXubc1lfMspbacoeMti_Ze_WluMUwCkuNF1_0QK63VKJvw4mw23E). Un des plus grands gestes dans le sens d'une confirmation de l'engagement identitaire du club kabyle réside dans le fait que cette équipe, la plus titrée d'Algérie ait refusé – selon des déclarations de son actuel président Chérif Mellal – de ne plus participer à la coupe des champions « arabes », (Arab Club Champions Cup », organisée par l' Union des associations arabes de football (<http://uafaac.com/>).

Bahdja « Les fils de la Radieuse (surnom donnée à Alger par les Algérois) avec des textes parfois très poétiques et très tristes comme leur dernière production avec un titre fortement chargé du point de vue symbolique: *Ultima verba* qui rappelle, bien entendu le poème de Victor Hugo, une réponse d'opposition à l'empereur, un dernier avertissement à ceux qui détiennent le pouvoir ..en même temps un texte-bilan qui pointe un doigt accusateur très dur : « Ils ne laissent au pauvre d'autre choix que celui d'adorer la mort » ; « Ils ont caché le soleil et nous ont abandonné dans les sous-sols » ; « ils ont sucé le sang des martyrs hier et mangent du pétrole aujourd'hui », mais aussi d'appel très puissant à la résistance « Et vous qui croyez que tout se vend et s'achète en en fixant le prix, sachez qu'El-Bahdja ne s'achète pas » et au soulèvement avec la foi dans la victoire bien chevillée pour en finir avec ce pouvoir « Le temps nous appartient, l'état chutera avec ceux qui ont construit l'Autoroute, mais Nous serons toujours là ! ». Les jeunes, outrés par cette énième humiliation qui consiste à présenter un cadre et une photo aux élections, s'opposent aujourd'hui partout en Algérie à la candidature de l'actuel président. Le cinquième mandat auquel aspire Bouteflika et son entourage est rebaptisé par les jeunes *εuhda al-ħamġa* «le sale mandat»²⁷.

De la négation identitaire aux aspirations autonomistes

Cette situation générale de mal-vie affecte, bien entendu, tout le pays. Cependant, le sentiment de justice et de *hogra* est plus grand en Kabylie où viennent se greffer d'autres paramètres d'analyse : l'élément identitaire et linguistique qui tire ses racines d'une histoire qui remonte au moins à la période coloniale : un conflit entre membres du mouvement national algérien autour de la définition d'une future identité algérienne. Loin de reprendre ce débat afin d'exorciser les démons qui menaçaient l'unité de la jeune nation indépendante, les gouvernements successifs algériens ont, au contraire, mis la chape de plomb sur les questions identitaires et linguistiques niant le problème et le traitant comme une menace à « l'unité de la nation » et aux actions de la « main étrangère » en vue de déstabiliser la jeune république algérienne.

L'incapacité de l'État à percevoir ou même à accepter l'existence d'une problématique des minorités religieuses et linguistiques est patente en Algérie (Hadj-Moussa et Tilmatine, 2019). Pourtant, celle-ci est clairement affichée depuis l'époque coloniale et au sein même du mouvement national algérien en France. La crise avait atteint son paroxysme avec notamment la crise dite « berbériste de 1949 » qui s'est soldée par la persécution et l'assassinat des animateurs kabyles de ce mouvement, dont l'objectif était de faire reconnaître la berbéricité comme une des composantes de l'identité algérienne (Ouerdane, 1987 ; 1990 ; Ali Yahia, 2013).

Les revendications kabyles ont émergé aussitôt l'indépendance acquise pour se consolider et se transformer en un mouvement populaire après les événements connus du printemps berbère de 1980, de Tizi Ouzou, lorsque les Kabyles sont descendus dans la rue pour manifester contre l'interdiction d'une conférence de l'écrivain Mouloud Mammeri sur les poèmes kabyles anciens.

Le divorce entre le pouvoir central algérien et les revendications en Kabylie prend un autre

²⁷ https://www.youtube.com/watch?v=l_oFC5isVR8 [Ouled El Bahdja, 2019]. La vidéo publiée le 17 février a été visionnée en seulement deux jours plus de 350.000 fois. Voir également leur avant-dernier clip dénommé « La Casa del Mouradia » (nom du centre du pouvoir algérien dans le quartier d'Alger d'El Mouradia) dans lequel le texte exprime le désarroi des jeunes, leur désespoir et fait le bilan des quatre derniers mandats et annonce que le cinquième sera certainement prévu. Chose qui est effectivement arrivée (<https://www.youtube.com/watch?v=kHZviPhZQxs>). Ces chansons sont presque immédiatement reprises dans les stades (<https://www.youtube.com/watch?v=TYzF6y8VntQ>)

tournant après les événements dits du « Printemps noir » de 2001. L'intervention armée de la gendarmerie contre les manifestants s'était alors soldée par la mort de plus de 120 personnes et des milliers de blessés²⁸ et finira par la création du Mouvement pour l'Autonomie de la Kabylie (MAK) qui prônera d'abord une large autonomie de la Kabylie avant de transformer en mouvement indépendantiste (Tilmatine, 2017).

La scène politique en Kabylie est toutefois dubitative et ne présente pas pour le moment une position homogène par rapport aux événements actuels et au mouvement citoyen algérien. L'histoire particulière de la région et les traces profondes qu'ont laissées ses affrontements avec le pouvoir algérien, mais surtout la fragmentation politique des acteurs dans la région bloque l'apparition d'un discours commun à la région.

Conclusions

Que les jeunes en Algérie sont loin d'être « dépolitisés » et qu'ils sont fortement apolitiques à la vue de leur refus de l'offre partisane actuelle, notre enquête l'avait affirmé et le quotidien depuis le 22 février 2019 le confirme. La participation des jeunes est remarquable par un florilège de créativité et d'initiatives pour appuyer le mouvement citoyen algérien pour changer le système et renverser le régime qui l'incarne. Les citoyens commencent à s'organiser en assemblées, à discuter des événements et des perspectives. Des comités de citoyens naissent et les démissions des institutions comme des partis politiques ou du Parlement commencent à poindre. Députés, membres du FLN, de syndicats corrompus comment à « rejoindre » le peuple et les revendications de la rue. Certes, il est encore tôt pour parler d'un « Printemps algérien » comme le font certains médias et des doutes subsistent sur l'aboutissement de ce mouvement. Les craintes de voir le régime regagner le terrain perdu ou les islamistes récupérer cette dynamique pour se mettre à la tête de ce mouvement sont réelles. L'ombre des « Printemps » tunisiens ou égyptiens plane sur les esprits. Pourtant, les expériences des « Printemps arabes » sont capitalisées et les différences soulignées : l'Algérie n'est ni la Syrie, ni l'Égypte ; les risques d'ingérence sont moindres, le mouvement pacifique et surtout, le peuple semble uni autour d'un objectif clair : en finir avec ce système et le clan Bouteflika. D'aucuns voient déjà ce système disparaître du jour au lendemain et se surprennent à rêver d'une Algérie idyllique. Le peuple est sous le charme d'un nouvel unanimité et les appels à l'unité et à l'unicité des valeurs et du combat s'élèvent pour demander au peuple de « mettre de côté » ses divergences. « Ce n'est pas le moment » disent des appels sur les réseaux sociaux. On oublie volontairement, comme dans une sorte d'amnésie collective les combats anciens et récents qui ont façonné l'histoire récente du pays. L'unité sacrée revient à la charge. Elle est déclarée comme une « priorité » et « oublier » pour le moment les divergences et les autres discours. On continue à voir dans la diversité, une division et dans le pluralisme une menace. En catimini se dessinent, cependant, les conflits idéologiques. Les fronts craquent et des tiraillements se font sentir. Les lignes de fractures et de partage recommencent à affleurer à la surface: la place et le rôle de l'islam et celui de la femme dans la société, l'idéologie future, la forme de gouvernance et son corollaire immédiat : la redistribution du pouvoir politique aux régions, séparation des pouvoirs exécutifs et législatifs, mais aussi, encore et toujours la question de la définition identitaire de l'Algérie.

Le retour d'une effervescence nationaliste populaire - qui rappelle par certains aspects esthétiques l'explosion de joie du jour de l'indépendance du pays- exige un front commun, un discours unique et pour ce faire, taire ou « remettre à plus tard » toute autre revendication. Ainsi

²⁸ M. Issad, Rapport préliminaire de la Commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie. (juillet 2001), p. 8.
<http://www.icla.up.ac.za/images/un/commissionsofinquiries/files/Algeria%202001%20commission%20Preliminary%20Report.pdf>

des appels ont été lancés pour n'utiliser que des drapeaux algériens à l'exclusion de tout autre étendard ou symbole, en référence au drapeau amazigh et surtout à celui des souverainistes kabyles.

Face à cette position unitariste s'élèvent d'autres voix comme celles des féministes et surtout des Kabyles, très actifs sur les réseaux sociaux, partagés entre, d'une part, la participation et l'engagement dans l'appui sans faille du mouvement citoyen algérien contre le 5^{ème} mandat et, d'autre part, des positions circonspectes, qui rappellent que c'est précisément dans ces moments qu'il faudrait mettre sur la table tous les conflits latents de la société. Trop d'occasions ont été perdues par le passé, rappellent des militants avertis, en se référant à l'histoire du mouvement national mais aussi à tous les échecs qui ont conduit irrémédiablement à la régression actuelle, notamment des droits individuels et collectifs.

Les autonomistes mais aussi certains souverainistes kabyles appellent quant à eux à la constitution d'une alliance kabyle en vue de faire valoir l'intérêt de la région dans ce qui pourrait devenir une nouvelle Algérie.

Loin d'être apolitique, la jeunesse et plus largement le peuple algérien sont en train de démontrer un degré inespéré de maturité politique. C'est peut-être la première fois que ce peuple semble converger dans le sens d'une révolution démocratique et pacifique. Après l'échec de la révolution d'octobre 1988, celle du printemps de 2019 serait-elle la bonne ? L'Algérie suivra-t-elle l'exemple tunisien ou s'acheminera-t-elle vers un modèle égyptien ? L'avenir proche le dira, mais une chose est désormais certaine pour les centaines de milliers de manifestants: le peuple – et à sa tête les jeunes – ne veulent plus de ce système de gouvernance. Les jeunes, tous les jeunes, en Kabylie ou dans le reste de l'Algérie rêvent d'une nouvelle liberté : « Rendez-nous l'Algérie » demandent des slogans brandis lors des manifestations. Cette fois, l'ambiance est euphorique, car, pense-t-on, de toute façon, ce système qui étouffe le pays depuis 1962 devait bien mourir un jour. La fin de l'ère Bouteflika en sera-t-elle le premier signe ?

Bibliographie

- ADJERID, Abderrahmane (1992) : *La Hogra ou l'humiliation du peuple algérien*, Montreuil, Babylone.
- ALI YAHIA, Abdennour (2013) : *La crise berbère de 1949. Portrait de deux militants : Ouali Bennaï et Amar Ould-Hamouda. Quelle identité pour l'Algérie*, Alger, Barzakh.
- ALLOUACHE, Merzak (2010) : *Harragas*, Film de 2010.
- BANDURA, Albert (2001) : "Social cognitive theory: An Agentic Perspective", *Annual Review of Psychology*, 52, pp. 1-26. <http://dx.doi.org/10.1146/annurev.psych.52.1.1>
- BENNIS, Said (2014) : « Société civile et nouveaux paradigmes conceptuels : le concept de *hogra* », à consulter sur le site du Centre d'études et de recherches en sciences sociales, http://www.cerssma.org/new/index.php?option=com_content&view=article&id=279:societe-civile-et-nouveaux-paradigmes-conceptuels--le-conceptde-l-hogra-r&catid=86:article-bennis&Itemid=108.
- BERTHO, Alain, (2009) : *Le temps des émeutes*, Paris, Bayard.
- CHOULI, Lila (2013) : « Les mouvements sociaux de 1998 et 2011 au Burkina Faso comme indices et réponses à la crise de la représentation politique », *Le Retour de la question politique : crise de la représentation et luttes démocratiques en Afrique*, 4e Colloque international de Dakar, 22-24 mai 2013 (à consulter sur essai.gabrielperi.fr/IMG/pdf/7-lila_chouli.pdf).

GEISSER, Vincent, (2011) : “Trop diplômés pour être honnêtes : la *hogra* des immigrés en “col blanc” », *Migrations et société*, vol. 138, n° 6, pp. 3-12.

HADJ-MOUSSA, Ratiba (2013) : “Les émeutes au Maghreb : Le web et la révolte sans qualités», *L'Homme et la société* 1 (n° 187-188), pp. 39-62. [DOI 10.3917/lhs.187.0039](https://doi.org/10.3917/lhs.187.0039)

HADJ-MOUSSA, Ratiba, (2019) : «En Algérie, l'épineuse question des jeunes générations », *Le Monde*, Tribune du 5 mars 2019.

HADJ-MOUSSA, Ratiba et TILMATINE, Mohand (2019) : " Cultures minoritaires en Algérie : la Kabylie et le Mزاب aux limites de l'impensé politique », dans GUYOT Jacques (Ed.), *Cultures de résistance. Langues & peuples minorisés*, Paris, Presses des Mines, pp. 79-93, (sous presse).

ISSAD, Mohand (2001) : Rapport préliminaire de la Commission nationale d'enquête sur les événements de Kabylie. (juillet 2001), disponible sur http://www.algeria-watch.de/farticle/revolte/issad_rapport.htm [Consulté le 16/01/2019].

LE SAOUT, Didier et ROLLINDE, Marguerite (1999) (dirs.), *Émeutes et mouvements sociaux au Maghreb. Perspective comparée*, Paris, Karthala, Institut Maghreb-Europe.

OUERDANE, Amar, (1987) : “Un conflit à plusieurs faces : ‘la crise berberiste’ de 1949 », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 44, pp. 35-47. <https://doi.org/10.3406/remmm.1987.2153>

OUERDANE, Amar (1990) : *La Question berbère dans le mouvement national algérien, 1926-1980*, Bibliothèque nationale du Québec.

TILMATINE, Mohand (2017) : « Des revendications linguistiques aux projets d'autodétermination : le cas de la Kabylie (Algérie) », dans Tilmatine Mohand et Desrues, Thierry (dirs.): *Les revendications amazighes dans la tourmente des « printemps arabes: trajectoires historiques et évolutions récentes des mouvements identitaires en Afrique du Nord*, Rabat, Centre Jacques-Berque, pp. 125-160. <https://doi.org/10.4000/books.cjb.1299>

TOCQUEVILLE, Alexis de (1848) : *De la Démocratie en Amérique, 4 vols., revue et corrigée, et augmenté d'un Avertissement et d'un Examen comparatif de la Démocratie aux États-Unis et en Suisse*, Paris, Pagnerre, 1848). 5/3/2019. <<https://oll.libertyfund.org/titles/1733>>